Menars : finances de la commune

Commune · Loir-et-Cher (41) · 638 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Menars affichait un encours de dette de 1,1 M€, soit 1 677 € par habitant, une épargne brute égale à 20,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 7 ans.

Dette par habitant
1 677 €
1,1 M€ au total

Capacité de désendettement
7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
20,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
916 € / hab.
584 k€ au total

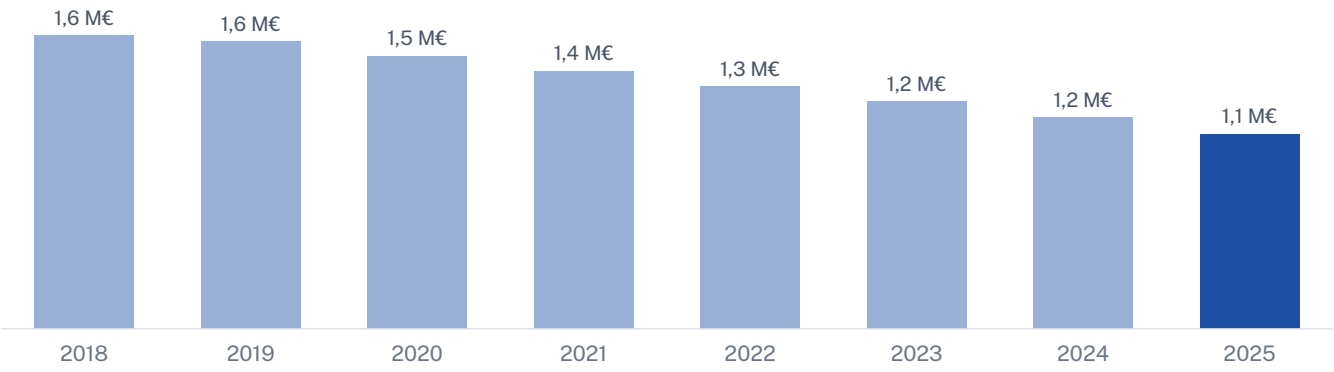
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	916 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	45,8 %	419 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	20,7 %	239 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 677 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	82 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	699 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,6 M€ en 2018 à 1,1 M€ en 2025 (-33,6 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,6 M€	20,4 %	12,5 ans	165 k€
2019	1,6 M€	25,5 %	9,2 ans	602 k€
2020	1,5 M€	26,1 %	8,8 ans	909 k€
2021	1,4 M€	19,7 %	11,2 ans	333 k€
2022	1,3 M€	20,1 %	10,1 ans	59 k€
2023	1,2 M€	21 %	8,3 ans	84 k€
2024	1,2 M€	20,8 %	7,5 ans	70 k€
2025	1,1 M€	20,7 %	7 ans	52 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Menars	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 677 €	396 €	+323,4 %
Impôts locaux par habitant	699 €	466 €	+50 %
Frais de personnel par habitant	419 €	256 €	+63,9 %
Investissement par habitant	82 €	157 €	−47,9 %
Taux d'épargne brute	20,7 %	16,6 %	
Capacité de désendettement	7 ans	3,5 ans	

Jumelles : Bussières (71), L'Étoile (39), Pournoy-la-Chétive (57), Thanvillé (67), Ville-en-Vermois (54), Loffre (59), Flagey-Echézeaux (21), Villiers-sous-Grez (77), Rouvroy (02), La Charmée (71). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	651	638	−2 %	−2 %
Dette par habitant	2 423 €	1 677 €	−30,8 %	−29,6 %
Impôts locaux par habitant	678 €	699 €	+3,1 %	+23,5 %
Frais de personnel par habitant	313 €	419 €	+34,1 %	+19,6 %
Taux d'épargne brute	25,5 %	20,7 %	−4,8 points	−3,7 points
Capacité de désendettement	9,2 ans	7 ans	−2,2 ans	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 329 €		1 907 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Menars	Comparaison
Habitants (2023)	609	−0,5 % depuis 2012 (département : −0,9 %)
65 ans ou plus (2023)	28,1 %	département : 26,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,8 pour 100 habitants	département : 4,9
Salariés du secteur privé (2025)	142	−0,7 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	125	+8,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	116,5	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

250 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 210 emplois, soit 74 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2 %	1,8 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6 %	7,1 %	6,6 %	9,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	22,9 %	12,8 %	20,1 %	12,4 %
Professions intermédiaires	32,1 %	25,1 %	26,4 %	17,7 %
Employés	24,9 %	27,4 %	26,1 %	10 %
Ouvriers	12 %	25,8 %	19,5 %	50,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Centre-Val de Loire

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	20 860	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	16 010	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	15 790	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	15 770	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	15 490	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	15 300	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	14 430	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	14 310	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	14 110	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	13 050	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 010	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 430	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Loir-et-Cher (41)) : 11 230 au moins, dont 41,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	835	32,1 %
Agents d'entretien de locaux	725	13,5 %
Agriculteurs	574	41,6 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	504	38,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	441	39,2 %
Serveurs de cafés restaurants	382	53,1 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de l'hôtellerie	364	57,1 %
Aides-soignants	347	53,9 %
Maraîchers et horticulteurs	336	22 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	299	34,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Menars
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	384 k€ pour 3 projets
Par habitant	602 € (communes de même taille : 210 € ; département : 186 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	12,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Construction d'un restaurant scolaire tranche 1	162 713 €
2024	DSIL	Construction d'un restaurant scolaire	80 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.